

Recherches sociographiques



Commentaire

Michel Brunet

Volume 3, numéro 1-2, 1962

Situation de la recherche sur le Canada français

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055108ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055108ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Brunet, M. (1962). Commentaire. *Recherches sociographiques*, 3(1-2), 43–44.
<https://doi.org/10.7202/055108ar>

Résumé de l'article

Cette communication envisage l'historiographie canadienne dans la perspective d'une histoire économique de la province de Québec du XIXe siècle. Nous allons donc, d'abord, nous demander ce qui a été fait, ce qui peut être considéré comme matériaux pour une histoire économique du XIXe siècle. Nous allons, deuxièmement, nous interroger sur les perspectives et les problématiques d'une telle histoire et, enfin, sur les conditions fondamentales de l'historiographie économique au Canada français.

COMMENTAIRE

L'ÉTUDE DU XIX^e SIÈCLE CANADIEN-FRANÇAIS
ET L'INTERPRÉTATION DE L'ÉQUIPE GAGNANTE

Avant d'avoir une histoire écrite, une collectivité doit d'abord exister. Les Canadiens français n'ont donc pas attendu l'arrivée des historiens pour affirmer leur survivance comme groupe distinct en Amérique du Nord.

Lorsque nous nous interrogeons sur notre XIX^e siècle, il est essentiel de nous rappeler qu'il y a eu auparavant près de deux siècles d'histoire canadienne-française. Depuis six générations — cela avait commencé dès la première moitié du XVII^e siècle — des hommes et des femmes qui s'appelaient Canadiens avaient conscience de participer à un destin collectif. À l'époque de Louis-Joseph Papineau comme à celle de Pierre Le Moyne d'Iberville, à l'époque de l'industrialisation naissante comme à celle de la traite des fourrures, les Canadiens, tout simplement parce qu'ils existaient, avaient la légitime ambition de se perpétuer collectivement dans la vallée du Saint-Laurent. Les circonstances avaient changé. Les moyens d'action collective étaient différents. Néanmoins, l'objectif demeurait toujours le même.

Doit-on attribuer cette interprétation des faits à l'action néfaste d'un virus que certains observateurs contemporains de la société canadienne-française désignent sous l'expression barbare de « problématique nationaliste » ? Il faudrait en conclure que la « problématique anti-nationaliste » ou « anationaliste » donne à ceux qui s'en inspirent le privilège exclusif de saisir les réalités du passé ! Ils bénéficieraient donc de révélations particulières refusées aux chercheurs qui ont jusqu'ici écrit l'histoire du Canada français.

L'erreur de nos historiens n'a pas été de croire en l'existence d'une nation canadienne-française. Celle-ci avait pris forme plusieurs décennies avant la naissance du premier historien canadien-français. Leur faiblesse — si c'en est une — fut d'accepter intégralement l'interprétation du passé qu'avaient construite, au niveau de l'action quotidienne, les dirigeants de la collectivité entre 1760 et 1820. Cette explication de l'évolution historique des Canadiens français était celle de l'équipe gagnante, celle des classes sociales dominantes au XIX^e siècle. Or, au Canada français, deux types de dirigeants avaient émergé depuis 1760 : l'administrateur ecclésiastique et l'avocat-politicien.

Faut-il s'étonner alors que notre histoire écrite ait célébré les mérites du clergé et exalté les luttes de nos orateurs politiques ? Un peuple se donne les héros qu'il peut avoir. À l'époque de la Nouvelle-France, la moisson fut abondante : militaires, explorateurs, découvreurs, fondateurs, grands commis de la monarchie, missionnaires. Après la Conquête, les canaux de promotion ouverts aux Canadiens ayant considérablement diminué, le choix devint plus restreint. Les historiens à tendance cléricale ont spontanément donné un rôle privilégié aux hommes d'Église. Les historiens laïcs ou laïcisants ont manifesté des préférences pour les hommes politiques. Fait étonnant à retenir : l'interprétation générale est la même des deux côtés. Fait encore plus bouleversant : les historiens anglo-canadiens communient à cette interprétation lorsqu'ils daignent s'intéresser au

Canada français. La plupart des chercheurs contemporains en sciences sociales — même ceux qui prétendent apporter des vues nouvelles sur le passé et le présent du Canada français — ne se sont pas encore rendu compte combien ils demeurent tributaires des postulats traditionnels.

Quelle est cette interprétation de notre XIX^e siècle? Il faut d'abord savoir qu'elle est liée à l'image globale que les Canadiens français se sont donnée de leur évolution historique. Cette vision est essentiellement optimiste et idéaliste. Elle a joué un rôle compensateur. La période coloniale française y apparaît comme une époque haute en couleur où se multiplient les actes de dévouement, les fondations pieuses et les gestes héroïques. La traite des fourrures, le commerce de l'eau de vie, les coureurs de bois et l'intendant Bigot apportent quelques ombres à cette image d'Épinal. Quelques historiens anglo-canadiens se sont chargés d'idéaliser le coureur de bois dans lequel ils s'entêtent à voir un précurseur de la démocratie britannique au Canada. Les historiens canadiens-français d'allégeance agricuturiste ont transformé « l'habitant » en paysan. Pour les sociologues et les anthropologues contemporains, les Canadiens français ont longtemps formé une *folk-society*.

Tous les historiens anglo-canadiens et canadiens-français ont été longtemps d'accord pour soutenir que la Conquête n'avait pas modifié les structures ni l'orientation de la société canadienne. Les premiers soulignent la générosité du conquérant et la souplesse des institutions britanniques. Les seconds insistent sur la ténacité des Canadiens. La majorité d'entre eux ne rejette pas l'hypothèse de la survivance quasi miraculeuse des Canadiens français. Pourquoi priver ceux-ci d'un thème qui a eu l'avantage de les consoler pendant quelques générations? Tous s'entendent pour s'incliner devant l'apothéose du *responsible government*.

Quand il s'agit d'interpréter la Confédération, les opinions varient quelque peu mais elles ne sont pas opposées. Tout naturellement, l'histoire économique a retenu l'attention des chercheurs anglo-canadiens qui ont décrit avec enthousiasme l'œuvre accomplie par les fondateurs du second royaume du Canada. L'histoire sociale en est encore à ses premiers balbutiements. Seuls s'en étonneront ceux qui ont la naïveté de croire que notre véritable histoire politique est connue.

L'histoire écrite de notre XIX^e siècle sera bien différente le jour où toute l'évolution historique du Canada français se présentera à nous dans sa perspective globale. Les historiens doivent d'abord se libérer de l'interprétation que nous a imposée l'ancienne équipe gagnante. Celle-ci, formée des dirigeants ecclésiastiques et politiques canadiens-français qui se sont vus forcés de collaborer avec la bourgeoisie anglo-canadienne, a commencé à retraiter devant les nouveaux porte-parole de la collectivité. C'est pourquoi il est facile de prévoir que nous aurons une nouvelle histoire écrite. Quelques chercheurs en ont déjà jeté les principaux jalons.

Michel BRUNET

*Institut d'histoire,
Université de Montréal.*